****ARRETE N° ………………………………………

**Logo Collectivité**

**portant retrait de la nouvelle bonification indiciaire (NBI)**

M/Mme …………………………………….......

Grade ……………………………………………

*Les éléments en italique bleu, vert et rouge ne doivent être conservés que si la collectivité ou l’agent sont concernés.*

*(Mise à jour juin 2019)*

**Le Maire *(ou le Président)*** de **……………………………………………….,**

VU la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 modifiée, portant droits et obligations des fonctionnaires,

VU la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 modifiée, portant dispositions statutaires relatives à la Fonction Publique Territoriale,

VU la loi n° 91-73 du 18 janvier 1991 modifiée, portant dispositions relatives à la santé publique et aux assurances sociales,

*(Le cas échéant)* *VU le décret n°91-298 du 20 mars 1991 modifié, portant dispositions statutaires applicables aux fonctionnaires nommés dans des emplois à temps non complet,*

VU le décret n° 93-863 du 18 juin 1993 modifié, relatif aux conditions de mise en œuvre de la nouvelle bonification indiciaire dans la Fonction Publique Territoriale,

*(Le cas échéant) VU le décret n° 2001-1274 du 27 décembre 2001 portant modification des dispositions applicables à certains emplois de direction des collectivités territoriales et des établissements publics locaux assimilés,*

 *(Le cas échéant) VU le décret n° 2001-1367 du 28 décembre 2001 portant modification des dispositions applicables à certains emplois de direction des collectivités territoriales et des établissements publics locaux assimilés,*

VU le décret n°2003-1306 du 26 décembre 2003 relatif au régime de retraite des fonctionnaires affiliés à la Caisse nationale de retraites des agents des collectivités locales,

*(Le cas échéant) VU le décret n° 2006-779 du 3 juillet 2006 modifié, portant attribution de la nouvelle bonification indiciaire à certains personnels de la fonction publique territoriale,*

 *(Le cas échéant) VU le décret n° 2015-1386 du 30 octobre 2015 relatif à la nouvelle bonification indiciaire attribuée aux fonctionnaires de la fonction publique territoriale au titre de la mise en œuvre de la politique de la ville, à la suite de la création des quartiers prioritaires de la politique de la ville, et modifiant le décret n° 2006-780 du 3 juillet 2006, portant attribution de la nouvelle bonification indiciaire à certains personnels de la fonction publique territoriale exerçant dans des zones à caractère sensible,*

 *(Le cas échéant) VU le décret n° 2017-94 du 26 janvier 2017 portant attribution de la nouvelle bonification indiciaire à certains personnels de la fonction publique territoriale, et modifiant le décret n° 2001-685 du 30 juillet 2001, portant attribution de la nouvelle bonification indiciaire à certains personnels de la fonction publique territoriale (cadre d’emplois des sapeurs pompiers professionnels)*

VU l’arrêté en date du ……, attribuant à M*(Mme)* ………, une NBI de …… points pour l’exercice des fonctions de …… à compter du ……,

Considérant que M*(Mme)* ………, …… *(grade)*, n’exerce plus à compter du ……, lesdites fonctions,

ARRETE

**ARTICLE 1 :**

A compter du …….., M *(Mme)* ………. cesse de bénéficier de la bonification indiciaire de ................... points majorés que l’agentpercevait.

ARTICLE 2 :

Le Directeur Général des services est chargé de l’exécution du présent arrêté qui sera notifié à l’intéressé*(e)*.

Ampliation adressée au :

* Comptable de la Collectivité,
* à l’intéressé*(e)*.

Fait à …… le …….,

Le Maire *(le Président)*,

*(Prénom, nom et signature)*

*Ou par délégation,*

*(Prénom, nom, qualité et signature)*

Le Maire *(ou le Président),*

* certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte,
* informe que celui-ci peut faire l’objet d’un recours pour excès de pouvoir auprès du tribunal administratif de Grenoble dans un délai de deux mois à compter de sa notification. Le tribunal administratif peut être saisi par l’application informatique « Télérecours citoyens » accessible par le site Internet [**www.telerecours.fr**](http://www.telerecours.fr/)**.**

Notifié le .....................................

Signature de l’agent :